

VHD
N°70 /CA du Répertoire

N°2000-90/CA du Greffe

Arrêt du 02 Août 2007

Affaire : GOUDOTE N. Edouard
C/
MFPTRA-MFE

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

X Vu la requête en date à Cotonou du 03 Juillet 2000, enregistrée le 07 Juillet 2000 sous le n° 700/GCS au Greffe de la Cour, par laquelle monsieur GOUDOTE Nougbotondji Edouard assisté de son conseil, maître Robert DOSSOU, a sollicité de la Cour d'une demande en annulation de la décision de d'admission contenu dans le document sans date dénommée « État des services et de proposition à la retraite ;

Vu le mémoire ampliatif de Maître Robert DOSSOU, conseil du requérant, en date du 05 Février 2001, enregistré le 09 Février 2001 sous le n° 147/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu le mémoire en défense de l'Agent Judiciaire du Trésor en date à Cotonou le 03 Juillet 2001, enregistré le 04 Juillet 2001 sous le n° 741/GCS au Greffe de la Cour ;

Vu la consignation payée et constatée par reçu n° 1800 du 27 Juillet au Greffe de la Cour ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 Avril 1966 portant composition, organisation, fonctionnement et attribution de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi 90-012 du 1^{er} Juin 1990 ;

Vu les pièces du dossier ;

Où le conseiller, Emile TAKIN, en son rapport ;

Où l'Avocat Général, Hector Raoul OUENDO, en ses

conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que le présent recours de GOUDOTE Nougbotondji Edouard est introduit dans les forme et délai légaux ;

Notifié 1-953 du 20/5/08 - PG-168 HFE 170 HFFA
169/GCS du 2/8/2008-
Enregistré à Cotonou le 17-03-08
Fo 10 Case 1909
Reçu Gratis

Amidatou Sory Mama
Bureau de conclusions
CHAMBRE ADMINISTRATIVE

Qu'il y a lieu de le déclarer recevable ;

Au fond

Considérant que le requérant expose que Professeur d'anatomie et de chirurgie qu'il était, il servait à Dakar (Sénégal) jusqu'en 1970 d'où il fut appelé par son pays, le Bénin pour servir à l'Université Nationale du Bénin ;

Que ses qualités et mérites lui ont valu, de la part de son pays, son maintien en activité jusqu'à nouvel ordre par décret n° 86-21 du 29 Janvier 1986 ensemble avec deux autres collègues ;

Que c'est ainsi que ledit décret précisait en son article 2 « il est sursis à la liquidation de leur dossier d'amission à la retraite » puis en son article 3 « les intéressés continueront à bénéficier de leur traitement soumis à retenue pour pension et de tous les avantages afférents à leurs fonctions » ;

Qu'il a bien entendu continué à travailler sur la base de ce décret et à supporter les retenues pour pension jusqu'à l'intervention de la loi n° 97-007 du 25 Mai 1997 qui a porté conditions d'admission à la retraite des Professeurs de rang magistral de l'Université Nationale du Bénin qu'il était devenu ;

Que par la suite interviendra l'arrêté n°2145/MFPTRA/DPE/SR/D1 du 27 Septembre 1999 pris en abrogation de l'arrêté du 08 Mars 1999 lequel l'invitait en son article 2 à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} Octobre 1997 ;

Que c'est à sa grande surprise que pendant qu'il s'apprêtait à jouir paisiblement de sa retraite conformément à ses services titulaires du 1^{er} Octobre 1971 date de sa prise de service au 1^{er} Octobre 1997 date de sa mise à la retraite que le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative établit son livret de retraite avec un acte lequel faisait état de ce que ses services titulaires pris en compte pour le calcul de sa pension de retraite s'étendaient du 1^{er} Octobre 1971 au 1^{er} Octobre 1993, soit vingt deux (22) ans de service au lieu de vingt six (26) ans de service régulièrement ;

Que c'est devant ces entrefaits qu'il saisit la Haute Juridiction pour voir annuler ledit acte ;

Considérant qu'en réplique l'agent judiciaire du trésor pour l'Administration conclut au débouté du requérant au motif que la loi de 1997, en lui reconnaissant 65 ans d'âge au 1^{er} Octobre 1993 constitue une faveur pour lui ;

Qu'en s'attaquant à l'acte « état des services et proposition d'admission à la retraite » il s'attaque en réalité aux motifs ayant guidé l'Administration à procéder au calcul de son ancienneté ;

1928

Qu'en effet le requérant qui est né le 09 Novembre 1978 était déjà frappé par la condition d'âge de 55 ans prévue par les textes pour faire valoir ses droits à la retraite ;

Mais que maintenu en activité jusqu'à nouvel ordre comme beaucoup de ses pairs par le décret n° 86-21 du 29 Janvier 1986 et ensuite par la loi n° 97-009 du 26 Mai 1997 qui fixa l'âge d'admission à la retraite des professeurs de rang magistral à 60 ans, il avait atteint l'âge limite depuis le 1^{er} Octobre 1988 ;

Que la loi de 1997 en lui reconnaissant 65 ans d'âge au 1^{er} Octobre 1993 a en réalité été prise en sa faveur et, loin d'apprécier à leur juste valeur les raisons qui ont motivé l'Administration à prendre en compte 65 ans d'âge au lieu de 60 ans révolus le 09 Novembre 1988, le requérant crie à l'injustice et déclare illégal l'acte ;

Qu'une telle interprétation de l'acte attaqué ne mérite que rejet pur et simple en ce que les motifs qui les sous-tendent sont mal fondés ;



Considérant que le défendeur soutient que c'est à tort que le requérant reproche à l'Administration de lui avoir considéré 22 ans d'année de service au lieu de 26 ans, que ce faisant il a attaqué en réalité les motifs qui ont guidé l'Administration à procéder au calcul de son ancienneté ;

Que par rapport au motif d'un acte administratif, la doctrine et la jurisprudence s'accordent à admettre lorsque le motif d'un acte administratif repose sur des faits objectifs le juge de l'excès de pouvoir doit procéder à l'examen de ces faits ;

Qu'en effet en application de la loi n° 97-009 du 26 Mai 1997, le Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative a prononcé l'admission à la retraite de Monsieur Edouard N. GOUDOTE pour compter du 1^{er} Octobre 1993 comme en a disposé l'article 4 de la loi précitée qui fixe à 60 ans révolus l'âge d'admission à la retraite des professeurs de rang magistral de l'Université Nationale du Bénin ;

Qu'en d'autres termes, et si l'on devait tenir compte de la condition d'âge suscitée le requérant serait retraité depuis le 1^{er} Octobre 1998 aux termes de ses 60 ans. Mais pour avoir maintenu en activité les professeurs de rang magistral jusqu'à la parution de la loi les concernant, le législateur a retenu le 1^{er} Octobre 1993 comme date d'effet (article 4 de la loi) ;

Que c'est donc à raison de cette contrainte de date que MFPTRA a arrêté les services effectués par monsieur GOUDOTE non pas au 1^{er} Octobre 1998, mais au 1^{er} Octobre 1993 ;

Qu'en tout état de cause, si l'Administration, quoique non obligée, a indiqué en fait les motifs de son acte, ces motifs doivent considérés « ceux de sa décision. » ;

Q'en effet, lorsque « l'auteur de la décision était de toute manière obligé de prendre la décision attaquée, le juge de l'excès de pouvoir n'annule plus et se reconnaît même le droit de substituer le véritable motif au motif erroné » le cas échéant ;

Qu'ainsi devrait-il en être également dans le cas d'espèce ;

Que c'est donc au regard de tout ce qui précède que le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Réforme Administrative a cru devoir prendre l'acte administratif dénommé « état des services et proposition d'admission à la retraite. » ;

Considérant que le défendeur soutient aussi que dans le cadre du recours pour excès de pouvoir tendant à l'annulation d'un acte administratif, la doctrine et la jurisprudence exigent que le requérant qui attaque un acte en démontre l'illégalité ;

Que dans le cas d'espèce, le requérant, par l'organe de son conseil, se base sur les dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n°63/PR du 29 Décembre 1966 portant code de pensions civiles et militaires de retraite qui n'est plus en vigueur au moment des faits parce que abrogée par la loi 86-014 du 26 Septembre 1986 ;

Qu'en réalité le texte en vigueur est la loi n° 86-014 du 26 Septembre 1986 ;

Qu'en effet, l'article 7 de ladite loi dispose : « Les services accomplis postérieurement à la limite d'âge ne peuvent être pris en compte dans une pension sauf les cas exceptionnels prévus par une disposition réglementaire. » ;

Mais que, par ailleurs, le même code, en son article 59, « alinéa 4 stipule que : » les retenues légalement perçues ne peuvent plus être répétées. Celles qui ont été irrégulièrement payées n'ouvrent aucun droit à pension et peuvent être remboursées sans intérêt sur la demande des ayants droit. » ;

Que comme on peut le constater si l'article 7 de la loi du 1986 a posé un principe, les modalités du bénéfice de ce principe ont été établis par le même législateur à l'article 59 alinéa 4 de la loi ;

Qu'il ressort donc des dispositions des deux articles sus évoqués et de l'article 6 de la loi n° 97-009 du 26 Mai 1997 ayant fixé au 1^{er} Octobre 1993 la date d'effet de ladite loi que les retenues pour pension prélevées durant la période n'ouvrant pas droit à pension doivent être remboursées au sieur GOUDOTE, à condition qu'il en fasse la demande ;

Que dès lors, il est loisible d'affirmer que ni le décret relatif au maintien en activité des professeurs de rang magistral dont le professeur GOUDOTE, encore moins l'arrêté portant admission à la retraite ne peuvent déroger aux dispositions de la loi qui a impérativement fixé l'âge d'admission à la retraite des professeurs de rang magistral à 60 ans (date à laquelle le requérant a eu 65 ans) aux termes de l'article 6 de la loi 97-009 ;

Qu'au regard de ce qui précède, il est patent que le requérant, par l'organe de son conseil a fait une mauvaise appréciation des faits de la cause et une mauvaise interprétation de la loi, dans le but évident de tromper la religion du juge ;

Que c'est pourquoi, le recours en annulation de l'acte dénommé « état des services faits et proposition d'admission à la retraite » sollicité par le requérant doit être rejeté parce que ne reposant sur aucun fondement ;



Que prétendant de l'illégalité, le requérant veut en réalité induire la Haute Juridiction en erreur. Car, la reprise de l'acte querellé, prenant en compte la période du 1^{er} Octobre 1997 comme le prétend le sieur GOUDOTE serait une violation des dispositions de la loi n° 97-009 du 26 Mai 1997 portant conditions d'admission à la retraite des professeurs de rang magistral de l'Université Nationale du Bénin ;

Considérant qu'il est constant et non contesté que le requérant, né le 09 Novembre 1928 a été engagé dans la fonction Publique béninoise le 1^{er} Octobre 1971 en qualité d'anatomie-chirurgien ;

Qu'en vertu de cela il devait faire valoir ses droits à la retraite le 1^{er} Novembre 1983 conformément aux dispositions de la loi 86-014 du 26 Septembre 1986 qui fixe l'âge d'admission à la retraite des agents permanents de l'Etat à 55ans d'âge ;

Que cependant et pour des raisons liées à la formation de la relève, l'Administration, par le décret n° 86-21 du 29 Janvier 1986b, le maintient en activité jusqu'à nouvel ordre ;

Qu'il a bien entendu continuer à travailler sur la base du décret et à supporter les retenues pour pension jusqu'à l'intervention en Mai 1997 de la loi n° 97-007 DU 26 Mai 1997 qui a porté condition d'admission à la retraite des professeurs de rang magistral

précédemment maintenus en activité à faire valoir leur droit à la retraite pour compter du premier jour du trimestre suivant la date de promulgation de cette loi ;

Que par suite intervint l'arrêté n° 2145/MFPTRA/DPE/SR/D1 du 27 Septembre 1999 pris en abrogation de l'arrêté du 8 Mars 1999 qui indique « M. GOUDOTE Nougbotondji Edouard n° matricule 13255, professeur de grade terminal exceptionnel, qui a atteint la limite d'âge de 60 ans prévue par la loi n° 97-009 du 26 Mai 1997 est, conformément à l'article 5 de ladite loi, admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} Octobre 1997 » ;

état Qu'ainsi l'Administration qui l'a maintenu en activité par son décret n° 86-21 du 29 Janvier 1986 n'aura voulu le dégager que par la prise de la loi 97-007 du 26 Mai 1997 le laissant ainsi à totaliser à son compte 26 ans révolus de travail et non 23 ans comme elle semble ainsi le soutenir à travers son acte dénommé « été des services et de propositions d'admission à la retraite » ;

Que dès lors ledit acte mérite annulation.

Par Ces Motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 03 Juillet 2000 de GOUDOTE N. Edouard est recevable ;

Article 2 : L'acte d'administration dénommé « état des services et de propositions d'admission à la retraite » est annulé avec toutes les conséquences de droit qui s'y attachent ;

Article 3 : L'Administration devra régulariser la situation professionnelle du requérant ;

Article 4 : Les frais sont mis à la charge du Trésor Public ;

Article 5 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême, la Chambre Administrative, composée de ;

Samson DOSSOUMON, conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Emile TAKIN
Et
Etienne-Marie FIFATIN

(
)
(

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi deux mille
Sept, la Chambre composée comme ci-dessus, en présence de :

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Donatien H. VIGNINOU

GREFFIER ;

Et ont signé,

Le Président

Le rapporteur

Le Greffier

S. DOSSOUMON

E. TAKIN

D. H. VIGNINOU



*Acût
étant*

